



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
SÉCURITÉ INTÉRIEURE



PV n° 2020/80/

AFFAIRE

Contre / [REDACTED]

Association de malfaiteurs
terroriste en vue de la
préparation d'un ou plusieurs
crimes d'atteintes aux
personnes.

Refus de remettre aux
autorités judiciaires ou de
mettre en œuvre la
convention secrète de
chiffrement d'un moyen de
cryptologie

OBJET

La mouvance anarchiste
grecque

PROCES-VERBAL

D1424
(12 p.)

---L'An deux mille vingt-deux, ---

---Le quinze juillet ---

Nous, 1207 SI

En fonction à la Direction Générale de la Sécurité Intérieure

--- Officier de Police Judiciaire en résidence à Levallois-Perret ---

--- Nous trouvant au service ---

--- Poursuivant l'exécution de la commission rogatoire référencée JI 109/20/03, Numéro Parquet 20-038-000910, délivrée le 20/04/2020 par Monsieur Jean Marc HERBAUT, vice-président chargé de l'instruction au pôle anti-terroriste du tribunal judiciaire de PARIS, du chef d'association de malfaiteurs terroriste en vue de la préparation d'un ou plusieurs crimes d'atteintes aux personnes, ---

--- Vu le soit transmis du 14 décembre 2020 étendant nos investigations aux faits nouveaux : refus de remettre aux autorités judiciaires ou de mettre en œuvre la convention secrète de chiffrement d'un moyen de cryptologie.---

--- Faits commis courant 2020 sur le territoire national et ce depuis un temps ne portant pas prescription, Contre [REDACTED] ---

--- Vu les articles 81, 151, 152, 154 du Code de procédure pénale. ---

--- Vu l'article 706-24 du Code de procédure pénale. ---

--- Vu l'autorisation du Procureur général près la cour d'appel de Paris d'acter anonymement. ---

---Vu les déplacements en Grèce effectués [REDACTED]---

---Vu la découverte dans le scellé [REDACTED]

[REDACTED] d'un fichier PDF daté du 16/11/2017 correspondant à un livret de douze pages intitulé : « Le soleil se lève toujours – Conspiration des cellules de feu – Critique et diffusion pour une nouvelle guérilla urbaine armée ».--

---Synthétisons comme suit les éléments en notre possession concernant la mouvance anarchiste en Grèce :---

LES MOUVEMENTS ANARCHISTES EN GRECE

--- L'anarchisme vise à abolir toute forme d'autorité et de domination dans la société, et tout particulièrement celle qu'exercent selon les tenants de cette doctrine l'Etat, le capital et la religion. Dans une société anarchique, les rapports entre les individus sont strictement horizontaux et basés sur le consentement et le libre arbitre.---

--- Certains groupes anarchistes sont non-violents, mais pour d'autres l'action violente est la méthode la plus efficace pour parvenir à la révolution. Celle-ci englobe des moyens divers à l'intensité graduelle, allant des dégradations à l'assassinat et aux actions terroristes, en passant par la reprise individuelle (action consistant à voler des biens dans le but d'obtenir une redistribution des richesses), l'usage de la force contre la police et les sabotages.---

12781

M427 12

I/ L'anarchisme en Grèce

---La mouvance anarchiste connaît en Grèce un regain depuis les années 1970, comme conséquence du putsch militaire de 1967 ayant abouti à la dictature des Colonels.---

---En 1973, le soulèvement contre la junte éclatait au sein de l'université polytechnique, dans le quartier d'Exarcheia, considéré depuis comme le bastion de l'anarchisme en Grèce.---

---Bien que la dictature militaire ait pris fin en 1974 au profit d'un système démocratique, l'anarchisme demeure actif en Grèce.---

---En 2008, la crise de la dette publique contraignait le pays à recourir aux mesures d'aide du Fonds monétaire international (F.M.I.), de la Banque mondiale et de l'Union européenne, plongeant le pays dans une récession durable.---

---La crise économique et sociale a participé à la résurgence des milieux anarchistes grecs et entraîné la création de groupuscules violents sur fond d'événements contestataires. Ces nouvelles recrues, plus jeunes mais aussi plus désorganisées, partagent un dessein antisystème commun.---

---Depuis, les actions violentes sont régulières. La crise de confiance de la jeunesse hellénique envers l'État a perduré et a, pour cette dernière, rendu légitime le droit de se révolter dans la violence.---

---Il s'agit principalement de dégradations, d'actes de vandalisme et d'explosions par le biais d'engins incendiaires mais plusieurs attentats et assassinats ont également été perpétrés. Ils visent des cibles précises, symboliques, telles que les institutions, les établissements bancaires, des personnalités politiques, des magistrats ou encore des journalistes.---

---En outre, le 6 janvier 2008, Alexis Grigoropoulos (1993-2008) un adolescent de 15 ans, était tué par un policier à Exarcheia. Provoquant une vive réaction dans l'opinion publique, des émeutes éclataient à Athènes et dans plusieurs autres villes du pays. Durant plusieurs semaines, de vives protestations ont eu lieu à l'encontre du gouvernement grec et des services de police. Depuis, des rassemblements sont organisés chaque année en commémoration du jeune adolescent donnant lieu à des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.---

II/ Les liens entre les activistes grecs et français

---La mouvance grecque apparaît comme plus organisée et plus radicale que son homologue française et a déjà ciblé les intérêts français.---

---Les actions perpétrées par les mouvements anarchistes grecs ont successivement visé des entreprises ou des institutions françaises implantées en Grèce.---

---En novembre 2016, des militants anarchistes lançaient une grenade sur l'ambassade de France à Athènes blessant le policier en faction à l'entrée du bâtiment. Quelques jours plus tard, un groupuscule révolutionnaire revendiquait cette action à travers un texte publié sur un site alternatif lequel faisait part de la volonté du groupe de « s'en prendre à l'oligarchie d'État, à la dictature du capital et à ses gardiens armés ». Il était également fait mention de Rémi Fraisse (1993-2014), militant écologiste mort en 2014 lors d'une intervention des forces de l'ordre dans le sud-ouest de la France, ainsi que de l'évacuation du campement de migrants à Calais.

120151

---Au mois de février 2017, plusieurs individus masqués projetaient des engins inflammables sur la façade de l'Institut français d'Athènes, causant un incendie et la dégradation de deux véhicules.---

M424 B

---L'enseigne Leroy Merlin à Athènes, le siège de la société AXA, les locaux des sociétés Air Liquide, Total et Vinci dans la banlieue d'Athènes, considérés comme des symboles du capitalisme, ont également fait l'objet de dégradations initiées par des groupes anarchistes.---

---La mouvance d'ultragauche française mène, elle aussi, des actions sur le territoire national en faveur de son homologue grec.---

---Au mois d'août 2019, le consulat grec de Nantes était vandalisé par un individu ayant inscrit « *Stop law and order Exarcheia* » sur la façade du bâtiment. D'autres actions de soutien avaient suivi.---

---Le 21 octobre 2019, plusieurs véhicules diplomatiques étaient dégradés à proximité de l'ambassade de Grèce à Paris. Le 5 décembre 2019 des militants déployaient des banderoles devant l'ambassade de Grèce à Paris en soutien aux activistes grecs. Quelques jours plus tard, le 12 décembre, des militants brandissaient le slogan « *From Exarcheia to Lyon against state repression No pasaran !* » lors d'une manifestation contre la réforme des retraites à Lyon.---

---Ces actions, de basse intensité, dénotent de la proximité entre les groupes anarchistes en France et en Grèce.---

III/ Les groupuscules anarchistes grecs actifs

---La Grèce accueille, ou a accueilli, plusieurs organisations anarchistes violentes dont certaines sont, ou ont été, considérées comme terroristes.---

- **Organisation révolutionnaire du 17 novembre**

---L'organisation révolutionnaire du 17 novembre était une organisation anarchiste créée en 1975 en réaction à la chute de la Dictature des colonels. Elle était nommée ainsi en référence au 17 novembre 1973, jour de la révolte des étudiants de polytechnique contre la junte des militaires.---

---D'obédience marxiste, cette organisation concourrait à la lutte contre la dictature mais se voulait également anti-américaine, les États-Unis étant considérés comme un soutien de la dictature dans le cadre de leur lutte anti communiste.---

---Active entre 1975 et 2002, date de son démantèlement, l'organisation a fomenté des dizaines d'attentats causant la mort de 23 individus. Elle ciblait des officiers américains, des collaborateurs de la junte, des responsables politiques et des hommes d'affaires.---

---Elle était placée sur la liste officielle des organisations terroristes des États-Unis, du Royaume-Unis, du Canada et de l'Union européenne jusqu'en 2009.---

---En 1975, l'organisation révolutionnaire du 17 novembre signait son premier assassinat en ciblant Richard Welch (1929-1975) chef d'antenne de la CIA à Athènes. Furent, par la suite, assassinés un officier de police, soupçonné d'avoir été

20281

tortionnaire sous la dictature, en 1976, un responsables des forces anti-émeutes et son chauffeur en 1980, un capitaine de l'US Navy et son chauffeur en 1983, un sergent américain en 1984, le directeur d'un journal de droite et son chauffeur en 1985, un industriel en 1986, un homme d'affaires en 1988, un magistrat et le porte-parole du parti « Nouvelle Démocratie » en 1989, un attaché militaire turc en 1991, l'ancien président de la Banque nationale grecque en 1984, un cadre de la mission diplomatique turque en 1994, un armateur greco-britannique en 1997 et un attaché militaire britannique en 2000.---

---Outre les assassinats ciblés, l'organisation a multiplié les attentats blessant et tuant des dizaines d'individus. En 1984 un sergent américain était blessé lors d'un attentat à la bombe. En 1985, à travers ce même procédé, l'organisation tuait un policier anti-émeute. En avril et octobre 1987, deux attentats à la bombe visant des autocars blessaient successivement 11 et 9 soldats américains. Un an plus tard, en 1988, l'attaché naval de l'ambassade américaine était tué dans un attentat à la voiture piégée. En 1991, le groupuscule commettait plusieurs attentats visant des banques américaines, britanniques et françaises, tuant un sergent de l'US Air Force et blessant un chargé d'affaires turc et deux employés de l'ambassade. Un policier était également tué dans un attentat à la roquette et à la grenade visant un autocar de la police anti-émeute.---

---L'organisation s'est aussi spécialisée dans le tir de roquettes et de missiles contre les infrastructures. C'est ainsi que furent visés par ce type d'attaques les bureaux d'American Express en 1991, la voiture du ministre des Finances en 1992 provoquant la mort d'un passant, l'ambassade américaine en 1996, la Citibank en 1997 et la résidence de l'ambassadeur d'Allemagne en 1999.---

---En juin 2002, un des membres du groupuscule était arrêté, blessé par l'explosion prématurée de sa bombe. À la suite de cet attentat raté, les services de police grecs avaient procédé à une vague d'interpellations menant à l'arrestation d'une dizaine de membres dont le chef de l'organisation et son chef des opérations.---

---Définitivement démantelée en 2003, 15 membres de l'organisation ont été reconnus coupables de meurtre et condamnés, pour la majorité d'entre eux, à des peines de prison à vie.---

---En janvier 2014, un des membres de l'organisation du 17 novembre s'est évadé de la prison d'Athènes lors d'une permission. Arrêté après près d'un an de cavale par la police grecque, les investigations démontraient que le fugitif était en train de préparer une attaque contre la prison de Korydallos à Athènes afin de libérer des prisonniers politiques.---

---En janvier 2021, le chef opérationnel, incarcéré dans une prison de haute-sécurité, entamait une grève de la faim et demandait son transfert vers une prison de la banlieue d'Athènes afin de se rapprocher de sa famille. Condamné pour le meurtre de 11 individus et purgeant une peine de prison à vie, son action était pour autant encouragée par des milliers de Grecs à travers l'organisation de manifestations de soutien. Le prévenu avait également pu bénéficier du soutien de plus de mille avocats, réunis dans la signature d'une pétition réclamant son transfert.---

---Aussi, bien que démantelée en 2002, l'influence de l'Organisation du 17 novembre reste tangible en Grèce.---

120781

- **Lutte révolutionnaire (EA)**

M424/15

---« Lutte révolutionnaire » est un groupe armé anarchiste apparu en 2003 à la suite du démantèlement de l'Organisation du 17 novembre dont il a, dès sa création, revendiqué l'héritage.---

---Révolutionnaires, antimondialistes et antiaméricanistes, les activistes de Lutte révolutionnaire ont depuis perpétré une multitude d'attaques et d'attentats à la bombe, qui constitue leur mode opératoire favori. Les institutions, les dépositaires de l'ordre public, les banques et les entreprises comptent parmi leurs cibles principales.--

---Entre 2003 et 2009, le groupuscule a été à l'origine de 13 attentats et inscrit sur la liste des organisations terroristes des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne.---

---Le premier attentat à la bombe du groupe, fomenté en 2003, visait le tribunal d'Athènes, provoquant un blessé. Puis des cars de police et un commissariat de police à Athènes étaient ciblés en 2004. En 2005, le ministère grec du Travail et le ministère grec des Finances étaient successivement touchés, faisant trois blessés. En 2006, l'organisation tentait d'assassiner le ministre de la Culture, autrefois ministre de l'ordre public, en plaçant une bombe près de son domicile. Dans un texte de revendication, le groupuscule s'était justifié en expliquant que *« lorsqu'il était ministre de l'Ordre public, l'État grec a renforcé l'état sécuritaire, l'organisation des Jeux Olympiques jouant un rôle catalyseur et, comme le chef de la Police, il est responsable de crimes envers le peuple, ses droits et ses libertés, comme lors des écoutes téléphoniques et des enlèvements de travailleurs pakistanais »*.---

---En janvier 2007, l'organisation ciblait l'ambassade des États-Unis à Athènes, à l'aide d'une roquette anti-char, provoquant de légers dégâts matériels. Un des membres du groupe avait ensuite revendiqué cette attaque par téléphone. Quelques mois plus tard, un poste de police d'Athènes était visé par des tirs de fusil.---

---En 2008, une tentative d'attentat à la bombe était dirigée contre les bureaux du groupe pétrolier Royal Dutch Shell à Athènes. Puis, c'est l'agence France-Presse qui était visée. En fin d'année, le groupuscule ciblait un bus de policiers devant l'Université polytechnique à l'aide de Kalachnikov.---

---Lutte révolutionnaire intensifiait son action après la mort d'Alexis Grigoropoulos mortellement touché par un tir de policier au mois de décembre 2008.---

---Aussi, en janvier 2009, l'organisation revendiquait l'attaque contre des policiers des forces anti-émeute en poste devant le ministère de la Culture, blessant grièvement l'un d'entre eux. Puis, en février 2009, l'organisation plaçait une voiture contenant une charge de 60kg de nitrate d'ammonium devant les locaux d'une banque Citibank. En raison d'un système électrique défectueux, la bombe n'avait pu exploser et était détruite par la police. Une autre agence Citibank était à nouveau visée par un attentat à la bombe en mars 2009, engendrant cette fois-ci des dégâts matériels importants. En mai 2009, l'organisation visait un bâtiment d'Eurobank dans la banlieue d'Athènes causant d'importants dégâts. Elle attaquait également simultanément, le 3 juillet 2009, un bureau de district d'impôt et un restaurant McDonald's à Athènes à l'aide de cocktails Molotov et d'engins explosifs. En septembre 2009, les membres du groupuscule fomentaient un attentat à la bombe contre la bourse d'Athènes, blessant une passante.---

120751

D1424/16

---Dans un texte de 11 pages publié dans un hebdomadaire satirique, Lutte révolutionnaire déclarait que « *tous les responsables de la crise actuelle, gros actionnaires, golden boys et capitalistes vont payer leur action criminelle* » puis affirmait qu'elle allait poursuivre « *sa stratégie d'attaques avec une grande quantité d'explosifs contre les infrastructures du capitalisme local et multinational* ».---

---Le 10 mars 2010, un partisan de l'organisation nommé Lambros Foundas (1975-2010) était abattu lors d'une fusillade entre la police et l'organisation. Lors d'une vague d'interpellations conduite après le décès du militant, six membres de l'organisation étaient arrêtés, dont le chef du groupe et sa compagne, puis placés en détention provisoire.---

---Trois des mis en cause avaient revendiqué leur appartenance à Lutte révolutionnaire dans un texte publié par un hebdomadaire grec dans lequel ils visaient « *les faucons du FMI et de l'Union européenne* » et « *les sociaux-fascistes* » qui « *veulent sauver les capitalistes grecs, les banques, les grandes entreprises et les armateurs* ».---

---Dans le cadre de cette opération judiciaire, les services de police grecs avaient découvert plusieurs caches d'armes du groupe à Athènes, notamment un pistolet mitrailleur MP5, deux Kalachnikov, cinq roquettes, un lanceur RPG-7, trois pistolets et trois grenades, des munitions, divers explosifs et mécanismes de mise à feu.----

---À l'issue du procès, clôturé en avril 2013, les membres étaient condamnés à des peines allant de 7 à 50 ans de prison. Cependant, le chef de Lutte révolutionnaire et sa compagne avaient préalablement pris la fuite en 2012 après leur libération à l'expiration de la durée maximale de détention provisoire (18 mois), en attente de leur procès.---

---En avril 2014, le groupuscule revendiquait une nouvelle attaque à la voiture piégée dirigée contre la Banque centrale grecque à Athènes.---

---Le fugitif était arrêté en juillet 2014, après deux ans de cavale, dans le centre d'Athènes. Lors de son arrestation, au cours de laquelle il était blessé, le militant avait tiré à de multiples reprises sur la foule et les forces de police, blessant un touriste allemand, un touriste australien et un policier. Il était condamné à la prison à perpétuité en mars 2016. Sa compagne était quant à elle arrêtée en janvier 2017 puis condamnée à 25 ans de prison.---

- **Conspiration des cellules de feu**



Emblème de l'organisation « Conspiration des cellules de feu »

12/51

01424 17

---Le groupe « Conspiration des cellules de feu » est apparu en janvier 2008 à travers 11 attaques à la bombe incendiaire dirigées contre des concessionnaires de voitures de luxe et des banques d'Athènes et de Thessalonique. Cette première vague d'attentats était suivie de communiqués exprimant la solidarité avec les anarchistes emprisonnés. Depuis 2011, la Conspiration des cellules de feu est considérée comme un groupe terroriste par les États-Unis.---

---Particulièrement actif, le groupe anarchiste serait à l'origine de plus de 250 attaques et compterait plus de 300 membres.---

---Le 20 février 2008, l'organisation déposait un dispositif incendiaire au cabinet juridique d'un ancien ministre de la Justice. La déflagration blessait une employée. Le lendemain, la Conspiration des cellules de feu faisait exploser des engins incendiaires lors de huit attaques distinctes visant des banques, une compagnie d'assurance et plusieurs véhicules.---

---En mars 2008, le groupuscule visait de manière semblable un hôtel de ville et trois véhicules de sécurité puis, en avril 2008, l'institut italien de la culture, un atelier de réparation de véhicules et quatre concessionnaires automobiles.---

---Fin 2008, un engin explosif artisanal à base de bonbonnes de gaz explosait dans les bureaux athéniens de l'Agence France Presse.---

---Durant l'année 2009, diverses actions ciblées étaient créditées au groupe notamment l'attaque de la résidence d'un procureur au mois de février et le tribunal de Thessalonique au mois de mai. En juillet, le domicile de l'ex secrétaire d'État à l'Intérieur était visé par un engin explosif puis, en septembre, le domicile d'un ex ministre socialiste. À la suite de ces attentats, 3 individus soupçonnés d'être affiliés à l'organisation étaient inculpés. Il était retrouvé au domicile d'un des mis en cause un mécanisme d'horlogerie de mise à feu placé dans un autocuiseur, semblable à ceux utilisés lors des précédentes attaques.---

---En décembre, la « Conspiration des cellules de feu » poursuivait cependant son action et signait l'attentat contre l'immeuble d'une compagnie d'assurance appartenant au groupe de la Banque Nationale de Grèce.---

---Au mois de janvier 2010, elle revendiquait l'attentat à l'engin explosif perpétré près de la tombe du soldat inconnu devant le Parlement dans l'objectif de « porter atteinte à ce symbole de la démocratie ».---

---Une nouvelle opération judiciaire était menée le 1^{er} novembre 2010 entraînant l'arrestation de deux membres de la Conspiration. La police déclarait avoir retrouvé dans un appartement à Athènes un texte de revendications et une liste comportant le nom de magistrats, des adresses de commissariat, des plans et des photographies d'armement.---

---Deux jours après cette interpellation, le 3 novembre 2010, quatorze colis piégés étaient envoyés à plusieurs ambassades en Grèce mais aussi à des personnalités politiques telles qu'Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi. À l'intérieur de ces courriers se trouvait le même contenu, des livres évidés remplis d'une poudre provenant de pétards. La Conspiration des cellules de feu revendiquait l'attaque dans une lettre publiée sur un site alternatif le 23 novembre.---

16/11

M424 18

---Au mois de janvier 2011 débutait le procès 13 individus accusés de terrorisme et membres présumés de la Conspiration des cellules de feu. Seuls 9 accusés étaient présents, les 4 autres étaient jugés par défaut. À l'issue du procès en juillet 2011, 7 étaient reconnus coupables et condamnés à des peines allant de 2 à 37 ans de prison. 2 étaient acquittés par manque de preuves.---

---Affaiblie, l'organisation restait silencieuse durant plusieurs années avant d'annoncer son retour en en 2014.---

---En avril 2016, 10 membres de la « Conspiration » comparaissaient devant le tribunal de Korydallos. Ils étaient accusés d'avoir placé un engin explosif au bureau du fisc de Korydallos, puis envoyé un colis piégé au commissariat d'Itea et à un juge anti-terroriste et pour avoir planifié une évasion armée de la prison de Korydallos. À l'issue de plusieurs mois de procès, les différents prévenus étaient condamnés en juillet 2016 à d'importantes peines de prison, tous reconnus coupables d'appartenance à une organisation terroriste.---

---Le 13 octobre 2016, des militants revendiquaient l'attentat à l'engin explosif commis à Athènes, visant le domicile d'une magistrate de la cour d'appel d'Athènes.---

---Le 16 mars 2017, les partisans de la « Conspiration » envoyaient un colis piégé au siège parisien du FMI, entérinant le rayonnement de l'organisation à l'international. Le colis, expédié d'Athènes et à destination d'un cadre du FMI, contenait une bombe artisanale qui blessait une employée lors de son explosion.---

---La veille, par le biais du même mode opératoire, le groupuscule ciblait le ministre des Finances allemand via une enveloppe contenant une charge explosive et un dispositif de mise à feu électrique adressée au bureau du ministre. Cette attaque au colis piégé était revendiquée par la Conspiration dans un communiqué.---

---Les investigations révélaient que les deux colis provenaient du même centre postal à Athènes.---

---Le 20 mars 2017, les services de police grecs découvraient 8 colis suspects contenant un engin explosif improvisé identique à ceux utilisés lors des deux envois précédents. Les colis avaient été déposés dans les boîtes postales situées dans la région d'Athènes les 17 et 18 mars 2017. Les noms des expéditeurs apparaissant sur les colis correspondaient à des personnalités politiques grecques. Quant aux destinataires, il s'agissait d'individus travaillant au sein d'instances financières européennes.---

---Ces actions aux colis piégés s'inscrivaient dans le cadre du « Plan Nemesis » (en grec : justice) initié par l'organisation qui déclarait poursuivre « avec passion et conviction son combat contre les institutions, les lieux et les visages du pouvoir ».---

---Le 28 octobre 2017, un individu recherché dans le cadre de l'exécution d'un mandat d'arrêt était interpellé. Lors de son arrestation, il transportait deux pistolets 9 mm, un mécanisme de mise à feu à retardement et diverses substances explosives ainsi que de la poudre.---

---Soupçonné d'avoir participé à l'envoi des colis piégés, il était mis en examen pour mise en place d'une organisation terroriste, actes terroristes de fabrication,

AW51

fournitures et de possession en réunion d'explosifs, acte terroriste de possession illicite d'armes à feu, contrefaçon aux fins de commettre des actes de terrorisme.---

---Le mis en cause était condamné à 11 ans et 2 mois de prison en janvier 2020.---

- **Secte des révolutionnaires**

---Le groupe anarchiste « Secte des révolutionnaires » s'est formé en marge des émeutes de 2008.---

---Le groupe commettait ses premières actions violentes en février 2009 lorsqu'il mitraillait un poste de police de Korydallos puis déposait des explosifs devant un établissement bancaire. Un CD sur lequel était gravé un texte de revendication était retrouvé sur la tombe de l'adolescent tué par un policier en 2008, imputant les attaques au groupuscule.---

---Les militants avaient également visé les locaux d'Alter, une station de télévision, par des tirs et un engin explosif. Ils revendiquaient cette attaque en accusant les médias grecs de manipulation de l'information puis menaçaient les journalistes en ces termes *« Journalistes ! Cette fois nous sommes venus à votre porte, mais la prochaine fois vous nous trouverez chez vous »*.---

---La secte des révolutionnaires revendiquait en juin 2009 l'assassinat d'un policier en charge de la surveillance du domicile d'un témoin à charge dans un procès visant un groupe terroriste. Un second policier était blessé grièvement.---

---Dans un texte, l'organisation érigeait en tant que cibles principales les forces de l'ordre et les journalistes qui *« en plus de la salive dépensée pour flatter leurs supérieurs et leurs annonceurs, laisseront désormais le sang derrière eux »*. Puis, elle menaçait de réitérer les actions violentes contre *« tous les mécanismes dominants, les organismes institutionnels et les personnes mandatées »*.---

---Le 19 juillet 2010, des partisans assassinaient un journaliste d'investigation à son domicile visé par 17 balles.---

---Ils affirmaient, via un communiqué adressé à un journal d'Athènes, être *« en guerre contre la démocratie grecque »* et vouloir transformer le pays *« en zone de guerre »*. Le communiqué était accompagné d'un CD contenant une photographie de l'arsenal du groupe composé d'armes de poing, d'armes automatiques, de munitions et de chargeurs.---

- **Rouvikonas**

12/51



Emblème de l'organisation « Rouvikonas »

D1424/10

---Membre de la Fédération anarchiste de Grèce, « Rouvikonas » est un collectif anarchiste basé à Athènes. Formé en 2013 en réponse au premier plan d'austérité économique, Rouvikonas, à l'instar de la Conspiration des cellules de feu, œuvrait à l'origine en faveur des prisonniers politiques. L'un des fondateurs déclarait à ce titre *« Au départ, nous étions un collectif de soutien aux prisonniers politiques, on se concentrait avant tout sur les émeutes, mais nous avons vite pris conscience des limites de ces manifestations de masse, il fallait attaquer l'État différemment, avec des frappes plus chirurgicales »*.---

---Le groupuscule élargissait ainsi ses combats et ses troupes. Il s'est progressivement tourné vers la lutte pour une société anarchiste tout en plaçant son projet dans une perspective internationaliste. Il se composerait d'environ 150 membres.---

---Poursuivant un dessein fondamentalement anti capitaliste, les membres, implantés au sein du quartier d'Exarcheia, ont multiplié les actions offensives ciblées. L'organisation est désormais reconnue pour ses actes de vandalisme à l'encontre d'ambassades ou de bâtiments publics.---

---Comptant parmi les groupes anarchistes les plus actifs, Rouvikonas privilégie les actions de basse intensité visant des institutions ou des entreprises. Ont notamment été ciblés des bureaux de Turkish Airlines, en solidarité avec les opposants politiques turcs, et l'ambassade d'Arabie Saoudite à Athènes en 2017. La même année, des militants s'introduisaient au domicile d'un notaire athénien, spécialisé dans les saisies d'appartements, et vandalisaient son étude.---

---En 2018, Rouvikonas menait une action contre l'ambassade de France à Athènes et aspergeait la façade de peinture afin de dénoncer la participation de la France aux bombardements en Syrie.---

---Au lendemain d'une vague d'expulsions de bâtiments squattés par des réfugiés, en avril 2019, les militants attaquaient le ministère de la Culture, propriétaire d'un des immeubles évacués. Quelques semaines plus tard, en mai 2019, une trentaine de membres ciblait le Parlement en projetant de la peinture, des tracts et des fumigènes, en solidarité avec un prisonnier anarchiste en grève de la faim.---

---Plusieurs membres présumés de Rouvikonas ont été condamnés à régler des amendes de plusieurs milliers d'euros (jusqu'à 200 000 euros) afin d'éviter la prison ferme.---

---Le 31 janvier 2022, des militants se sont rendus au siège du ministère de la crise climatique et de la protection civile afin de protester contre la gestion inefficace de

12/2/21

la tempête de neige par le gouvernement. À cet effet, ils ont distribué des tracts et peint à l'aide de bombes des slogans sur la façade extérieure du ministère.---

D1424 / 11

---S'il s'agit majoritairement de dégradations et de jets de peinture, les activistes ont pu user de modes d'action plus violents. Dans la nuit du lundi au mardi 1^{er} février 2022, deux engins incendiaires ont explosé devant les domiciles d'un journaliste et du chef des unités spéciales de garde de la police hellénique, provoquant des dégâts matériels sans faire de victimes. Ces dégradations ont par la suite été revendiquées sur Facebook par le groupe anarchiste.---

- **Organisation d'autodéfense révolutionnaire**

---« L'Organisation d'Autodéfense populaire » est apparue en 2014 en assumant au moyen d'un communiqué diffusé sur Internet sa responsabilité dans les tirs d'arme à feu perpétrés contre le siège du PASOK (parti socialiste grec) à Athènes le 25 mai 2014, jour de la tenue en Grèce des élections européennes et du second tour des élections municipales.---

---Les auteurs du communiqué avaient expliqué avoir tiré au moyen « d'une arme de guerre AK47 » en justifiant leur action par le « rôle historique » du parti socialiste grec « au service du capital », dans la « répression de la résistance sociale » et dans l'instauration du « totalitarisme étatique ».---

---Le 10 novembre 2016, deux militants jetaient une grenade de type militaire sur la façade de l'ambassade de France à Athènes, blessant le policier grec en faction et occasionnant des dégâts matériels. (P16315000559).---

---Le 14 novembre 2016, l'Organisation d'autodéfense révolutionnaire revendiquait sur le site contestataire « Indymedia Athens » l'attaque commise quatre jours plus tôt contre l'Ambassade de France. L'organisation expliquait avoir voulu frapper un État « en première ligne dans la guerre capitaliste ».---

---Le texte mentionnait également la mort de Rémi FRAISSE en novembre 2014 sur la ZAD de Siveons, l'évacuation récente du campement de migrants de Calais et la poursuite de l'emprisonnement du militant révolutionnaire libanais Georges Ibrahim Abdallah, détenu en France depuis 1987.---

---Au mois de janvier et novembre 2017, le groupuscule ciblait à nouveau le siège du parti socialiste PASOK par des tirs d'AK-47.---

SYNTHESE

---Pays à forte tradition anarchiste, la Grèce abrite une pluralité de groupuscules violents dont les plus radicaux, considérés comme terroristes, demeurent particulièrement actifs.---

---Profondément hostiles aux institutions gouvernementales, anticapitalistes et animés par un dessein insurrectionnel, ces groupes multiplient les actes contestataires allant de simples dégradations à la commission d'attentats.---

---Opérant selon des modes opératoires communs, les activistes anarchistes grecs agissent de manière ciblée et visent les lieux d'exercice du pouvoir, des personnalités politiques, les institutions financières et bancaires et les grandes entreprises.---

120151

---Les militants français et grecs affichent une solidarité réciproque. Aussi, les représentations françaises en Grèce ou sur le territoire national sont sporadiquement visées par des actions revendiquées par ou imputées à des groupes anarchistes des deux pays.---

M424 M2

---Dont procès-verbal. ---

L'Officier de Police Judiciaire

d 2015 /